

Qui sommes nous ?

L'Union rationaliste a pour but de promouvoir le rôle de la raison dans le débat intellectuel comme dans le débat public, face à toutes les dérives irrationnelles.

Elle travaille pour mettre à la disposition de chacun la possibilité d'accéder à une conception intelligible du monde et de la vie.

L'Union rationaliste a été fondée en 1930, sous l'impulsion notamment du physicien Paul Langevin « pour faire connaître dans le grand public l'esprit et les méthodes de la science ».

Elle est ouverte à tous les esprits indépendants qui ne se satisfont pas des idées toutes faites.

Elle lutte pour que l'État demeure laïque, assume sa fonction de protection des jeunes contre toute forme d'endoctrinement et garantisse à l'école publique son prestige et sa totale indépendance par rapport aux idéologies.

Elle lutte pour la liberté d'être et de penser dans l'esprit des valeurs fondatrices de la République. Elle inscrit ses réflexions et son action dans la lutte commune de tous les hommes épris de progrès et de justice contre l'ignorance et pour la liberté, pour un mode de développement qui vise à faire reculer l'inacceptable misère de trop d'êtres humains sur la planète et le gaspillage des ressources de celle-ci.

La science, la société et la culture

Le rationalisme moderne n'est pas un dogme, mais le moyen d'aborder de manière constructive les grandes questions de notre époque.

Les colloques que nous organisons annuellement, les émissions diffusées sur France culture et sur Radio libertaire, les articles publiés dans les Cahiers rationalistes et Raison Présente en témoignent. Le choix des thématiques de discussion dans les sections locales et les groupes d'études s'y réfère.

La société est aujourd'hui traversée de multiples interrogations sur l'avenir. **Les discours dominants poussent à renoncer au progrès, enfermant la réflexion dans des limites supposées indépassables.**

On est passé en un siècle de l'idée trop naïve que le progrès scientifique entraînerait ipso facto le progrès social à une situation où de larges couches de la population suspectent nombre de technologies nouvelles et à travers elles la science, d'être responsables de désordres sociaux et environnementaux.

Les espoirs mis dans le progrès scientifique s'effacent devant la crainte du risque et même simplement de l'inconnu.

Il y a une contradiction extrême entre le rôle plus grand que jamais que la science joue aujourd'hui et sa place très réduite dans la culture générale y compris celle des élites intellectuelles et politiques, sans parler du monde médiatique.

La refondation nécessaire des rapports de la science et de la société est un objectif majeur que nous partageons avec d'autres. Nous visons à donner à cette refondation une base rationaliste claire.

Il faut articuler sans les confondre débats scientifiques et débats démocratiques. Nous combattons les effets mystificateurs des idéologies du relativisme en science. Nous combattons la primauté donnée à des objectifs à courts termes au détriment du progrès des connaissances, du bien être des générations actuelles et de l'avenir des générations futures. Nous défendons une utilisation raisonnée du principe de précaution, qui devrait être accompagné de l'évaluation comparée des avantages et des inconvénients des innovations mises en question.

La pensée rationnelle s'enrichit également de toutes les composantes de la culture, à travers les arts, la littérature ou l'histoire...

La laïcité, la liberté d'expression et la morale

La défense de la laïcité est étroitement liée à celle de la liberté d'expression, au respect des conditions qui permettent aux hommes de maîtriser leur destin.

Nous ne pouvons accepter que le rôle de l'enseignement public laïc soit amoindri par de multiples agressions. Nous refusons la suprématie d'une morale révélée sur la morale produite de l'histoire dans nos sociétés. Nous dénonçons les tentatives d'instrumentation de la laïcité à des fins partisans et xénophobes.

Le principe de laïcité est reconnu dans la constitution de la 5^{ème} République comme un des fondements de notre société (article premier) :

« *La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion.* »

Ce principe semble être un acquis pérenne dans notre pays qui, après de nombreuses controverses, a créé des conditions assez spécifiques de sa mise en œuvre. La loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État en fut

une disposition essentielle, mais l'Alsace-Lorraine vit encore sous le régime concordataire.

Dans la pratique, ce principe est l'objet de remises en causes perfides ou directes, qui montrent que la laïcité est encore un enjeu à défendre.

Dans la période récente, sous prétexte de modernisation, plusieurs tentatives pour modifier le texte de la loi de 1905 se sont exprimées, notamment pour permettre le financement par l'État ou par les collectivités territoriales de lieux de culte.

Pensée rationnelle et laïcité

L'Union rationaliste a pour raison d'être de promouvoir la pensée rationnelle, qui cherche à **déceler les causes et à comprendre les raisons des faits, opposant connaissances à croyances**. L'UR base donc son action sur les deux piliers que sont la démarche scientifique et la liberté de pensée et d'expression. La laïcité en est un moyen primordial.

Périodiquement, de nouvelles questions nous interpellent sur ce terrain. Par exemple, récemment, l'exigence des évêques de l'application pleine et entière du Traité de Lisbonne, entré en vigueur le 1er décembre 2009. Dans son article 17, ce traité reconnaît l'identité et la contribution spécifique des Églises et enjoint l'UE de mener avec elles un dialogue « *ouvert, transparent et régulier...* ».

L'UR et ses partenaires laïques

L'UR ne reste pas isolée sur la question de la laïcité. Nous avons participé aux réunions organisées par le Grand Orient en vue de la journée de la laïcité le 9 décembre.

Nous sommes cependant en contacts réguliers avec des organisations partenaires, comme la **ligue de l'enseignement** particulièrement, **la ligue des droits de l'Homme, la Libre pensée, Europe et laïcité** et d'autres, sans chercher à une unification des actions de l'ensemble de la nébuleuse laïque.

Concernant l'Europe, **L'UR est membre de la FHE** (Fédération Humaniste Européenne), aux côtés d'organisations émanant de pays à religions d'état, différemment positionnés dans les rapports entre Églises et institutions.

Sur le plan international, nous suivons avec intérêt les débats au sein de **l'IHEU** (International Humanist and Ethical Union) **qui rassemble des délégués de pays de cultures différentes et qui ne partagent pas tous exactement nos positions sur la laïcité, mais dont l'action pour l'émancipation humaniste est essentielle.**

Les objectifs de l'UR en 2012

La laïcité, la liberté d'expression, la morale et l'éthique

L'Union rationaliste a dénoncé, ces dernières années, les déclarations anti laïques du Président de la République et protesté contre des mesures prises dans plusieurs secteurs qui remettent en cause la laïcité et/ou affaiblissent l'enseignement public.

Quelques soient les circonstances, nous continuerons à demander l'abrogation de ces mesures.

La loi Carle oblige les municipalités à prendre en charge les élèves poursuivant leurs études dans l'enseignement privé hors de la commune, au mépris des conséquences sur l'enseignement public.

Le renoncement de l'Etat au monopole des diplômes dans l'enseignement supérieur, ouvre grandes les portes à l'enseignement confessionnel, catholique majoritairement. Il donne en même temps un coup d'accélérateur à la privatisation de tous les modes de formation supérieure, sans aucun contrôle.

Un climat malsain a été entretenu par des campagnes tout azimuts instrumentant la laïcité à des fins partisans et xénophobes. Si débat il y a, il doit se poursuivre dans le respect des lois républicaines.

L'Union rationaliste approuve l'idée d'inscrire la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat dans la Constitution.

Ce renforcement du caractère laïque de l'Etat devrait, s'il intervient, faciliter les négociations à mener pour faire évoluer enfin la situation en Alsace-Moselle. Le concordat, le statut des cultes, et le statut scolaire, donnent aux Eglises reconnues, principalement l'Eglise catholique des privilèges exorbitants.

Ils sont discriminatoires et non-laïques. Est il simplement logique dans une république laïque, qu'il faille une dispense pour ne pas assister aux cours de religion ?

L'union rationaliste continuera à s'opposer aux tentatives de saper la laïcité au nom de règles européennes. Elle s'opposera aussi à des lois de décentralisation qui confèreraient aux régions des pouvoirs réglementaires, sources possibles d'une laïcité et d'un enseignement « à la carte ».

La laïcité n'implique pas un rejet des religions. Elle implique le refus que l'une ou l'autre d'entre elles prétende imposer ses propres règles à la communauté nationale, ou à une communauté locale.

Elle permet la mise en œuvre, mais aussi le progrès **d'une morale laïque commune**, nécessaire à la cohésion nationale. L'Union rationaliste souhaite que le Président de la République et l'Assemblée nationale relancent les débats sur les questions d'éthique.

Ces questions ne sauraient être arbitrées par les Eglises, en particulier l'Eglise catholique, comme ce fût le cas pour la dernière loi de bioéthique. D'autres considérations scientifiques et sociétales doivent l'emporter, s'agissant des travaux sur les cellules souches embryonnaire, la procréation assistée..etc

Nous considérons que c'est à l'Enseignement public laïque que l'Etat et les collectivités locales devraient réserver leurs fonds, même si nous prenons acte de l'existence de l'enseignement privé conventionné.

La science, la société et la culture

L'union rationaliste n'a pas vocation à proposer un programme économique. Nous avons cependant des suggestions à exprimer et des objectifs à promouvoir, à propos de l'éducation, de la culture et du rôle la science.

Le mode de développement des sociétés occidentales se répand dans le monde entier. Il se heurte aux réalités des inégalités et aux contraintes des ressources finies de la planète. Des questions majeures comme celle de la pauvreté ou de l'éducation, du respect de la liberté de chacun et plus encore de chacune, se posent sous des formes différentes à travers le monde : elles se posent en France.

La société française est traversée de multiples interrogations sur l'avenir. Trop de discours poussent à renoncer au progrès, au nom des contraintes de la mondialisation.

L'approche raisonnée des problèmes est un outil trop peu utilisé pour ouvrir et rendre concrètes de nouvelles perspectives

D'abord l'éducation

Le développement de l'éducation est étroitement liée aux valeurs fondatrices de la république.

Les organismes internationaux la place en toute priorité parmi les conditions permettant de sortir du sous-développement.

Sortir l'enseignement public d'une crise que personne ne nie est pour nous une priorité.

Les économies faites sur l'éducation ces dernières années ont fait des ravages qu'il faut réparer. Mais notre réflexion ne s'arrête pas là. Nous approuvons les analyses et propositions qui poussent à mettre d'abord l'accent sur l'enseignement primaire.

Certains exemples étrangers montrent assez, s'il le fallait, qu'il est parfaitement possible de donner à tous les élèves les moyens d'aborder le collège dans des conditions normales.

Le temps et les moyens nécessaires à la formation des professeurs des Ecoles, y compris leur formation continue pour intégrer les méthodes alternatives du type « la main à la pâte » devraient être dégagés.

Les moyens et méthodes à mettre en œuvre au niveau du collège unique puis du lycée devront tenir compte un temps de « l'héritage ».

L'état des lieux est marqué en effet par l'hétérogénéité actuelle de niveau des élèves à la sortie du primaire.

Nous sommes partisans de relancer le débat sur les méthodes propres à permettre à l'enseignement secondaire de remplir son rôle de formation pour tous les jeunes.

La discussion sur la limite d'âge de la scolarité obligatoire ou l'âge et la forme de différenciation des cursus est, chacun le sait bien, indissociable de celle de la lutte nécessaire contre la ségrégation sociale. Nous souhaitons participer à ce débat.

L'enseignement, disait Paul Langevin, ne peut donner qu'un commencement de culture.. mais ce début est fondamental... pour que le futur adulte ait acquis le goût de celle-ci et le désir de l'approfondir.

Le rôle de l'Etat en matière d'éducation ne s'arrête pas à l'enseignement initial : l'encouragement au développement des formations privées, sans parler même des fructueuses officines de soutien scolaire nous paraît un désengagement dangereux.

Culture et culture scientifique

L'Union rationaliste promeut l'intégration de la culture scientifique dans la culture générale de tous.

L'enseignement des sciences, à tous les niveaux, devrait permettre d'éveiller une curiosité durable et fournir à chacun des repères essentiels, loin d'une accumulation de connaissances spécialisées.

Nous poursuivrons les réflexions entreprises sur la construction et les contours d'une telle culture scientifique générale. Notre société, au-delà de la formation des chercheurs et des ingénieurs nécessaires au développement des connaissances, de l'innovation ou de l'économie, a impérativement besoin de citoyens formés au raisonnement et à l'esprit critique.

La recherche et la science

L'université et le système de recherche français ont été bousculés de fond en comble sous l'impact de la loi LRU.

L'Union rationaliste demande un bilan sérieux d'une initiative célébrée par le président Sarkozy, son initiateur, comme une grande réussite de son quinquennat. Les principaux intéressés, enseignants du supérieur et chercheurs ne sont manifestement pas tous de cet avis.

L'affirmation dogmatique de la supériorité d'une gestion copiée sur les entreprises sur une gestion plus collégiale reste, c'est le moins que l'on puisse dire, à prouver.

L'intérêt de regrouper des dizaines de milliers d'étudiants dans des universités visibles de Pékin aussi.

L'Union rationaliste demande que les protestations des chercheurs contre la diminution des moyens réguliers de leurs laboratoires soient prises en compte à l'avenir.

Le financement par projet à court terme est nécessaire, il ne peut être la règle sans dangers.

L'union rationaliste proteste contre une vision de la recherche réduite à son aspect utilitaire dans la compétition mondiale. L'histoire des sciences montre au contraire toute l'importance d'une vision à long terme en même temps que la montée en puissance des collaborations internationales.

La science et la société

L'Union rationaliste résume sa position de la manière suivante :

Le progrès scientifique n'assure pas automatiquement le progrès social, il en est cependant une condition nécessaire.

Nous demandons, en conséquence, que la recherche publique soit vigoureusement soutenue, sur l'ensemble du front des connaissances dans une perspective à long terme.

Nous demandons que l'efficacité des différentes formes de soutien à la recherche privée, fasse l'objet d'un bilan contradictoire.

Nous demandons une utilisation raisonnée du principe de précaution. Celui a été trop souvent détourné dans les années récentes et interprété comme la nécessité impossible du risque zéro.

L'UR dans les débats de société

Nous demandons la reprise de grands débats sur les choix qui concerne le rôle de la science et des technologies.

Nous demandons que ces débats portent sur des objectifs, et non plus des technologies particulières. Les débats sur ces dernières peinent à dépasser les problèmes de risques, considérés dans l'absolu.

Nous pensons autrement plus constructif de comparer les avantages et les inconvénients (y compris les risques et les bilans en ressources) de

différentes méthodes ou technologies susceptibles de contribuer à un objectif donné, qu'il s'agisse de l'énergie, de l'alimentation ou de la santé. Il faut donner à ces débats une base rationnelle claire pour espérer qu'ils contribuent à des démarches constructives : nous réclamons d'articuler sans les confondre, débats scientifiques et débats démocratiques.